

Garantir un accès équitable à l'eau dans un contexte de changements climatiques

Face à la surexploitation des ressources hydriques et aux changements climatiques, Enabel promeut une approche intégrée multisectorielle et multiacteurs incluant le secteur privé.

Positionnement

Face à la diminution de la quantité et de la qualité de l'eau dans le monde, et à un sous-investissement chronique du secteur, Enabel propose une approche transversale qui place le cycle de l'eau comme élément essentiel du développement.

L'agence belge de coopération internationale propose d'appréhender de façon globale les interconnexions du cycle de l'eau afin d'obtenir de multiples avantages socioéconomiques et environnementaux. Garantir l'accès à l'eau tant pour les écosystèmes que les activités humaines, et assurer une répartition équitable entre les usager·ères présent·es et futur·es nécessitent une approche multisectorielle ainsi qu'une coordination entre les différents acteurs dans plusieurs secteurs clés afin de maximiser les synergies. On pense notamment au nexus eau-énergie-nourriture-écosystème (WEFE Nexus) et à la santé.

Pour y parvenir, Enabel s'appuie sur une expertise belge forte et innovante venant tant du secteur public que du privé, de la société civile et du monde académique.

Enjeux

À l'échelle mondiale, 785 millions de personnes n'ont pas accès à une source d'eau salubre, et 1,5 milliard sont directement exposés à des risques d'inondation extrême (UNESCO, UN-Water, 2020). Alors que la qualité de la ressource s'est largement dégradée, la demande en eau a fortement augmenté en raison de la croissance démographique, de l'urbanisation et des besoins toujours plus pressants de nombreux secteurs économiques.

Les changements climatiques affectent directement le cycle de l'eau tant en quantité qu'en qualité. Ils entraînent des bouleversements parfois irréversibles à la fois sur les services écosystémiques et sur l'ensemble des activités humaines. L'aménagement du territoire, souvent inapproprié, amplifie les effets négatifs d'événements météorologiques extrêmes, notamment les inondations en augmentation et les sécheresses de plus en plus sévères. Tout cela induit un accroissement des conflits de priorités d'usage entre différents secteurs, à commencer par l'agriculture qui absorbe plus de 80 % des besoins en Afrique (FAO, 2005), mais également l'industrie, l'énergie (hydro énergie, hydrogène vert...), les services de base, ou encore le tourisme.

L'accès à l'eau devient ainsi un enjeu stratégique dans de nombreuses régions du monde, alimentant potentiellement les conflits.

Par ailleurs, la difficulté d'accès à l'eau touche de façon disproportionnée les femmes, principales pourvoyeuses et responsables de la subsistance alimentaire et de l'approvisionnement en eau pour leur famille dans de nombreux pays africains. Les perturbations climatiques et les catastrophes naturelles ont un impact direct sur leurs conditions de vie, la structuration sociale et l'économie. Cette situation aggrave leur précarité et compromet la sécurité alimentaire des ménages (UNESCO WWAP, 2021).

Enabel et le secteur de l'eau

Depuis vingt-cinq ans, Enabel œuvre avec les pays partenaires à l'amélioration de l'accès aux services de base, dont l'accès à l'eau. Mais une diminution progressive des budgets alloués au secteur des infrastructures d'eau et d'assainissement a réduit la capacité de réponse des gouvernements. Face à ce constat et conformément à la politique générale sur l'eau (DGD, 2020), Enabel maintient une veille stratégique pour des financements potentiels dans les infrastructures et réoriente une partie de son expertise vers la gouvernance du secteur, l'accès aux données et l'innovation tant technique que sociétale. Ces trois dimensions facilitent l'articulation de la problématique de l'eau avec d'autres secteurs dans lesquels Enabel opère, tels que les systèmes alimentaires durables, l'économie circulaire, la santé, l'éducation, l'énergie ou les villes durables.



Gouvernance du secteur de l'eau

Au Maroc, Enabel a soutenu, notamment grâce à l'appui de la Société wallonne des Eaux (SWDE), la création d'espaces de concertation multisectorielle à travers un projet d'appui à trois agences de bassins et un programme d'assainissement. L'engagement citoyen a été mis en avant et la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) a été renforcée. La sensibilisation des citoyen·nes a également été centrale pour changer les comportements et renforcer l'action collective.

Au Burundi, Enabel promeut des approches régionales et la coopération multiniveaux en intégrant la dimension politique de la gestion du cycle de l'eau comme moyen de lutte contre les conflits entre pays limitrophes pour la restauration des écosystèmes autour des lacs Tanganyika et Kivu. L'accès à une eau de qualité au niveau des structures sanitaires des communautés est aussi un axe majeur de son programme de santé pour réduire les risques sanitaires.

Collecte et analyse des données

La collecte, l'analyse et la diffusion des données sont essentielles pour aider à objectiver la prise de décision et assurer une gouvernance multisectorielle efficace tant au niveau local, national, que transfrontalier. Ainsi, l'utilisation des données scientifiques est soutenue, notamment avec l'appui de l'Institut flamand de recherche technologique (VITO), dans le cadre du projet de gestion des lacs Tanganyika et Kivu pour la création et la mise en application des politiques sectorielles de gestion intégrée de l'eau et le renforcement des mesures réglementaires (police de l'eau, mesures incitatives, tarification, récupération des coûts écosystémiques, principe « pollueurs-payeurs »). En mobilisant des outils de collecte de données et de suivi environnemental, Enabel a aussi appuyé l'adoption de mesures préventives au Maroc et au Mozambique pour anticiper les extrêmes climatiques et renforcer la résilience des écosystèmes, notamment par des systèmes d'alerte précoce.

Dans un projet d'accès à l'eau potable au Mozambique, Enabel renforce la transparence de l'accès à l'information en assurant la disponibilité de données fiables et vérifiées, y inclus les coûts financiers d'investissement.

Innovations techniques et sociétales

En RDC, Enabel soutient la mise en place d'approches de gestion innovante en privilégiant la gestion de la demande plutôt que celle de l'offre ou la mise en place d'une gestion communautaire, comme les contrats de captage et de fonds pour l'eau qui engagent la responsabilité morale et financière des utilisateur·rices et le recours au secteur privé. L'ingénierie sociale facilite l'appropriation des ouvrages par les communautés via les pratiques de bonne gestion qu'elles induisent. Elle contribue ainsi à assurer leur durabilité.

Des techniques innovantes de production, distribution et recyclage sont testées et mises à l'échelle comme la télédétection au service de l'analyse qualitative de l'eau au Burundi et en Tanzanie ou le dessalement au Mozambique

dont les besoins énergétiques sont assurés par des panneaux solaires. Ainsi, les bonnes pratiques contribuent au développement de systèmes circulaires et résilients avec des approches basées sur l'IA, par exemple.

L'appui au développement de techniques d'économie d'eau plus efficaces et de méthodes de production raisonnée (agricole, industrielle et énergétique) développées au Burundi, au Sénégal, au Burkina Faso et au Mozambique permet une protection et une gestion durable de l'eau en créant des opportunités économiques tout en renforçant des modèles de gestion communautaire plus durables. Dans le cadre du programme régional Climat au Sahel, l'appui à une agriculture qui limite la dégradation des sols et améliore le couvert végétal, maximise la capacité de rétention en eau des terres et atténue les conséquences des changements climatiques.

Dans le programme d'urbanisation au Rwanda, des espaces publics climato-résilients sont promus ainsi que des « solutions basées sur la nature » pour lutter contre les inondations, les îlots de chaleur et les pollutions via des systèmes de drainage durable et des zones humides tampons. Ces technologies innovantes renforcent la résilience des villes et territoires face aux dérèglements climatiques et réduisent les coûts économiques liés à la dégradation environnementale.

Enabel accompagne aussi le secteur privé dans une utilisation raisonnée des ressources naturelles (eau, énergie, sable, etc.) et le développement d'une économie circulaire, notamment dans les filières de production de matériaux de construction et de l'agriculture en Palestine (marbre et huile d'olive) et au Rwanda (pierre et argile).

Enseignements tirés

La gouvernance multisectorielle se révèle particulièrement utile pour dépasser la simple dimension des infrastructures de production, de distribution et de traitement de l'eau. Cette approche plus globale permet de maximiser de manière transversale les bénéfices sociaux, économiques et environnementaux.

L'échange de connaissances et le dialogue multiacteurs sont cruciaux pour assurer une gestion partagée entre l'ensemble des usager·ères et les secteurs concernés.

Sensibiliser et renforcer les compétences des parties prenantes est tout aussi important afin que la gestion de l'eau s'inscrive dans des stratégies systémiques reconnues pour leur interconnexion entre les activités socioéconomiques et la préservation des écosystèmes. Ces principes sont complexes et souvent mal maîtrisés par les autorités et les usager·ères, d'où la nécessité de développer des compétences numériques et de communication adaptées aux défis actuels.

L'implication du secteur privé est essentielle pour garantir le développement de technologies innovantes et assurer un retour sur investissement permettant aux sociétés de grandir

et de créer des emplois décents. En cela, tant le secteur privé local que belge et européen ont leur rôle à jouer. Par leur entremise, Enabel favorise des approches associant l'accès à l'eau à des systèmes de production d'énergie renouvelable et à des systèmes de production alimentaire durables. Ces systèmes, repris sous le label de WEF Nexus (Water-Energy-Food-Ecosystem) favorisent une gestion intégrée des ressources basée sur les interfaces entre ces quatre domaines.

Des interconnexions avec d'autres secteurs sont à souligner, que ce soit l'accès à l'eau et l'assainissement de qualité dans les structures de santé et d'éducation, l'économie circulaire, l'écotourisme ou des bâtiments et des villes vertes et durables. Dans ces domaines, la Belgique et l'Europe disposent d'un secteur privé de pointe disposé à partager son expertise et des technologies innovantes. Il importe d'intégrer ces nouvelles technologies dans les filières de formation technique afin notamment de garantir par la suite leur maintenance.

Au-delà de la dimension transversale de la thématique, disposer de quelques indicateurs clés spécifiques est fondamental. Le tableau ci-dessous en reprend quelques-uns à intégrer selon le domaine concerné.

La participation active d'Enabel à des cadres d'échanges, tels que le cluster H2O de la Région wallonne, facilite les partenariats stratégiques avec le secteur privé, permet de suivre les évolutions du marché et favorise l'adoption de solutions innovantes dans les pays partenaires. Cette dynamique permet également de mieux connaître les opportunités offertes par le secteur privé national et international.

Enabel collabore également avec le secteur public, comme la SWDE, l'Institut géographique national (IGN) ou VITO, ainsi que des universités belges, et a contribué à la création d'une plateforme d'échanges multiacteurs belges. Des partenariats sont aussi développés avec la société civile, notamment avec des ONG (Join For Water) ou le réseau SECORES (Social and Ecological Resilience Network).

En intégrant ces principes de dimension multiple de l'eau, la Belgique a pu fédérer le soutien d'acteurs belges et internationaux variés, et se positionner au sein d'initiatives Team Europe en lien avec le Green Deal, le Blue Deal et la TEI Transboundary Water Management in Africa.

Indicateurs clés spécifiques

Gestion, accès & efficacité

- Pourcentage de la population disposant d'un système de distribution de qualité.
- Part du revenu consacré à la facture d'eau.
- Niveau de stress hydrique par bassin.
- Niveau d'efficacité d'usage de l'eau.
- Degré de mise en œuvre de la GIRE.

Écosystème & agriculture

- Pourcentage de variation des surfaces des zones humides, lacs et rivières.
- Pourcentage de surface agricole équipée de systèmes d'irrigation efficaces.

Qualité

- Pourcentage des eaux usées traitées.
- Pourcentage d'eau répondant aux standards de potabilité.

Eau & énergie

- Pourcentage RE (énergie renouvelable) dans la production/distribution d'eau potable.

Résilience

- Pourcentage de population couverte par des systèmes d'alerte précoce multirisques.
- Pourcentage de pertes économiques dues aux inondations.

Genre

- Temps moyen que les femmes consacrent aux corvées d'eau.

Recommandations

Face à l'enjeu de l'accès à l'eau tant pour les sociétés que les écosystèmes, d'une part, et le déficit d'investissement dans le secteur, d'autre part, Enabel donne la priorité à une approche transversale. Pour y parvenir, des recommandations sont formulées à deux niveaux :

Recommandations stratégiques

Favoriser l'approche multisectorielle

- 1. Encourager l'inclusion d'une gouvernance de l'eau** axée sur une gestion intégrée de la ressource en mettant en évidence sa dimension transversale. Une telle approche est particulièrement pertinente dans le cadre de programmes de gestion transfrontalière (programmes régionaux).
- 2. Œuvrer à la mise en place d'une approche multisectorielle de gestion de la ressource** inscrite dans une approche territoriale intégrée (Enabel, 2024) en visant les projets liés à l'adaptation aux inondations et aux sécheresses notamment, ainsi qu'au renforcement des collaborations entre les thématiques liées au WEF Nexus.
- 3. Systématiser l'intégration de la question hydrique dans l'élaboration des programmes dans des domaines clés**, tels que :
 - Les systèmes alimentaires durables et l'économie verte et circulaire dans leur relation avec la question de l'eau productive ;
 - L'aménagement du territoire en l'articulant avec l'approche GIRE ;
 - L'urbanisation dans son rapport avec l'accès aux services de base, dont l'eau potable et l'assainissement, et l'adaptation aux inondations et aux îlots de chaleur,
 - L'énergie en référence à l'hydro énergie et l'hydrogène vert ;
 - La santé en visant à la fois l'accès à l'eau potable et la problématique des maladies hydriques;

- L'éducation en ce qu'elle touche à l'accès à l'eau et l'assainissement dans les écoles.

Favoriser l'approche multiacteurs

- 4. Encourager des processus multiacteurs inclusifs et collaboratifs** (cogestion, coresponsabilité, cofinancement, etc.), en respectant l'égalité de genre tout en **favorisant l'approche participative** de tou·tes les usager·ères tant dans les phases de conception que de gestion sur base d'un modèle d'étude d'impact environnemental et social.
- 5. Valoriser l'expertise publique belge**, en recourant à une approche de coaching « pair à pair », mais aussi celle des acteurs de la société civile pour le renforcement des approches participatives, du monde académique pour la recherche, **ainsi que le secteur privé belge et international pour l'innovation technique et la formation.**

Recommandations opérationnelles et techniques

- 1. Via l'appui du secteur privé, promouvoir des innovations techniques et sociétales**, garantissant un accès sécurisé à l'eau pour toutes et tous, en adoptant des modèles de gestion durable, interconnectés avec les secteurs économiques.
- 2. Mettre en place des systèmes fiables de collecte et d'analyse des données** sensibles au genre pour mieux intégrer les facteurs environnementaux et faciliter l'adéquation entre demande et disponibilité de l'offre.
- 3. Intégrer l'analyse des risques liés à l'utilisation de l'eau** par bassin versant dans les activités productives (agriculture, production semi-industrielle, énergie, etc.).
- 4. Systématiser l'emploi d'indicateurs clés** propres à la thématique eau-climat quel que soit le domaine concerné.

Références

- Connor, R. and Chaves Pacheco, S. M., 2024. Global Employment Trends and the Water Dependency of Jobs. Paris, UNESCO.
- Direction Générale Coopération au Développement, 2020. DGD Water Policy Paper.
- Enabel, 2024. Activer le potentiel des territoires pour un développement inclusif et équitable, Position Paper 03.
- FAO, 2005. L'irrigation en Afrique en chiffres, enquête Aquastat.
- UNESCO, UN-Water, 2020. United Nations World Water Development Report 2020: Water and Climate Change. Paris, UNESCO.
- UNESCO WWAP, 2021. Taking stock of progress towards gender equality in the water domain: where do we stand 25 years after the Beijing Declaration? Paris, UNESCO.



Agence belge
de coopération internationale
Société anonyme de droit public
à finalité sociale

Rue Haute 147
1000 Bruxelles, Belgique
T + 32 (0)2 505 37 00
info@enabel.be
www.enabel.be



Rédaction

Sophie Collette / Didier Cadelli / Benoit Legrand / Claude Croizer / Farah Beniacoub /
Xavier Tesso / Sabine Soetens / Emma Tilquin

Édition

Sonia Gsir



Belgique

partenaire du développement